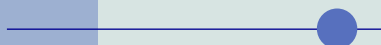


**Marché public 2025-10 AC**

CCAG Techniques de l'information et de la communication

# **Cahier des clauses administratives particulières**

## **Prestations de Tierce maintenance applicative pour l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**



Marché public passé selon la procédure adaptée

(Articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

# Sommaire

<b>1. OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>2. FORME ET PROCEDURE .....</b>	<b>4</b>
<b>3. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>4. ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>4</b>
<b>5. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>5</b>
<b>6. PIÈCES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>5</b>
<b>7. MODALITEES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
7.1 Réunion de lancement.....	5
7.2 Émission des bons de commande.....	6
7.3 Obligation des parties.....	7
7.4 Obligations et responsabilité du Titulaire.....	7
7.4.1 Engagements du Titulaire .....	7
7.4.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	7
7.4.3 Obligation de confidentialité .....	8
7.4.4 Assurances.....	8
7.4.5 Réparation des dommages .....	8
<b>8. VERIFICATION, ADMISSION, REJET DES PRESTATIONS .....</b>	<b>8</b>
8.1 Vérification et admission des prestations .....	8
8.2 Réfaction.....	9
8.3 Rejet.....	9
<b>9. PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>9</b>
<b>10. REVISION DES PRIX .....</b>	<b>10</b>
<b>11. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT .....</b>	<b>10</b>
11.1 Facturation .....	10
11.2 Délai global de paiement .....	11
11.3 Paiement des cotraitants .....	11
11.4 Échéancier de paiement.....	11
<b>12. AVANCE .....</b>	<b>12</b>

12.1	Principe du versement de l'avance .....	12
12.2	Montant de l'avance .....	12
12.3	Modalités de versement de l'avance .....	12
12.4	Remboursement de l'avance .....	12
<b>13.</b>	<b>SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>12</b>
13.1	Acceptation d'un sous-traitant .....	12
13.2	Modalité de paiement direct des sous-traitants.....	13
<b>14.</b>	<b>PENALITES .....</b>	<b>13</b>
14.1	Pénalités de retard .....	13
14.2	Pénalités pour non-respect des prescriptions techniques (CCTP)...	13
14.3	Pénalités pour travail dissimulé .....	14
<b>15.</b>	<b>PRESTATIONS SIMILAIRES.....</b>	<b>14</b>
<b>16.</b>	<b>MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>14</b>
16.1	Clause de réexamen.....	14
16.2	Modifications relatives au Titulaire du marché.....	15
<b>17.</b>	<b>RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES .....</b>	<b>15</b>
<b>18.</b>	<b>RESILIATION DU MARCHE .....</b>	<b>15</b>
<b>19.</b>	<b>GESTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL.....</b>	<b>16</b>
19.1	Engagement du Titulaire en qualité de Sous-Traitant.....	16
19.2	Engagement de l'ARS ARA vis à vis du Titulaire .....	18
19.3	Sous-traitants du Titulaire .....	18
19.4	Délégué à la protection des données.....	19
19.5	Registre des activités de traitement.....	19
<b>20.</b>	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>20</b>

## 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestation de tierce maintenance applicative et comprend à la fois :

- La maintenance corrective, évolutive et le support de niveau 3 : le portefeuille est constitué d'applications régionales du domaine « administratif ». Le portefeuille complet comprend actuellement près d'une trentaine d'applications. La maintenance en sera assurée en partie par le personnel de l'ARS et en partie par le titulaire.
- La gestion de projets fonctionnels : des activités de gestion de projet, de conception, de développements ou de conseil et d'expertise seront également confiées au titulaire.

## 2. FORME ET PROCEDURE

le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire avec émission de bons de commande. Il est passé selon la procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

Il sera traité :

- ☐ à prix global et forfaitaire (DPGF)
- ☐ à prix unitaire (BPU)
- ☒ à prix mixtes

Il est conclu sans minimum mais ne pourra pas dépasser un maximum de 140 000 € H.T. sur la durée totale maximale de l'accord-cadre (soit quatre ans ; montant non contractuel).

## 3. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à un an à compter de sa notification.

L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement trois fois un an sans que la durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre. En cas de non reconduction, l'Acheteur transmettra trois mois avant chaque date anniversaire du présent accord-cadre, sa décision au Titulaire.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés dans chaque bon de commande.

## 4. ALLOTISSEMENT

En application de l'article L2113-11 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloté. L'unité technique de la mission ne permet pas l'identification de prestations distinctes et un allotissement géographique n'est pas pertinent en l'espèce.

## 5. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

Le montant estimé sur 4 ans s'élève à 90 000 € H.T. (montant estimatif non contractuel). Le montant maximum de l'accord-cadre s'élève à 140 000 € H.T.

## 6. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

### a. Pièces particulières

- . L'acte d'engagement du marché (AE) et ses annexes financières (DPBF, BPU, DQE, bons de commande) ;
- . Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes dont l'exemplaire conservé par l'Acheteur fait seul foi ;
- . Le cahier des clauses techniques particulières du marché (CCTP) dont l'exemplaire conservé par l'Acheteur fait seul foi ;
- . Le cadre de réponse technique, et tout document complétant l'offre technique du Titulaire ;
- . Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieures à la notification du marché.

### b. Pièces générales

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, et ci-après désigné le CCAG-TIC.

L'avance forfaitaire doit être versée à son bénéficiaire pour l'année N dans un délai de 30 jours à compter de l'émission de chaque bon de commande.

## 7. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 7.1 Réunion de lancement

Après notification du marché, une réunion de lancement sera organisée entre le Titulaire et les services prescripteurs de l'ARS ARA.

Lors de cette réunion, seront notamment évoqués les points suivants :

- Présentation des équipes,
- Répartition des tâches entre les intervenants
- Modalités de communication et d'organisation (règles de validation, mode de transmission des livrables, bons de commandes, modalités de facturation, etc.)

## 7.2 Émission des bons de commande

L'exécution des prestations par le titulaire est subordonnée à l'émission d'un bon de commande par l'ARS. L'ARS adresse le bon de commande au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine de réception.

Les bons de commande sont émis et notifiés au titulaire par l'ARS à compter de la date de notification de l'accord-cadre, et pendant toute sa durée.

Le démarrage de la prestation est prévu par la commande.

### **Chaque bon de commande indique :**

- La référence du marché ;
- Le numéro de la commande ;
- Le détail des prestations à réaliser ;
- Le lieu d'exécution ;
- La date de livraison ou le délai d'exécution ;
- Les prix HT et TTC de la commande
- La personne porteuse du dossier au sein de l'Agence

L'envoi du bon de commande vaut ordre de service de démarrage. La date de réception du bon de commande par le prestataire est le point de départ du délai d'exécution.

### **Modification du bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur pourra modifier les prestations objets du bon de commande correspondant. Il émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées ci-dessus rectifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de la personne publique.

### **Suspension du bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au Titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

A l'expiration de cette durée, l'acheteur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commandes suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

### **Interruption du bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire

du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de l'Acheteur.

### **7.3 Obligation des parties**

Les parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations contractuelles. Elles s'engagent à échanger toutes les informations nécessaires à une bonne exécution des prestations. À ce titre, l'Acheteur et le Titulaire s'engagent à maintenir une collaboration active et régulière.

### **7.4 Obligations et responsabilité du Titulaire**

Conformément aux dispositions de l'article 7.1 du CCAG-TIC le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de sécurité et de santé des personnes.

#### **7.4.1 Engagements du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens humains, techniques, logistiques, matériels, et informatiques nécessaires à l'exécution de ses Prestations et notamment à :

- Fournir les prestations dans les délais contractuels,
- Garantir l'atteinte du niveau de qualité des services attendus,
- S'assurer de la réversibilité des prestations conformément aux stipulations du marché,
- Assurer son devoir de conseil en proposant des solutions techniques adaptées.

Le Titulaire est responsable de la désignation des membres de son équipe et il s'engage à ce que les membres de cette équipe possèdent la compétence, l'expérience et les qualités nécessaires à la bonne fourniture des prestations attendues.

De plus, le Titulaire déclare disposer des moyens suffisants en cas de surcroît d'activité, besoin d'expertise complémentaire ou besoins spécifiques.

#### **7.4.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Il est fait notamment application de l'article L.8222-6 du code du travail.

Par ailleurs, en application des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique et des articles L.8222-1 (cocontractant établi en France) ou L.8222-4 (cocontractant intervenant sur le territoire national établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et jusqu'à la fin du marché, les pièces et attestations à jour justifiant de sa situation au regard de ses obligations fiscales et sociales. Ces pièces et attestations sont transmises par le Titulaire (mandataire, cotraitants et sous-traitants) à l'Acheteur, ou mises à disposition sur le profil d'Acheteur<sup>1</sup>

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et

---

<sup>1</sup> <https://www.marches-publics.gouv.fr>

règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Si le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'Acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

### 7.4.3 Obligation de confidentialité

Le Titulaire et l'Acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou de l'Acheteur, sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendu publics.

### 7.4.4 Assurances

Pendant la durée du marché, le titulaire est responsable de toute dégradation ou destruction des fournitures mises ou laissées à sa disposition par la personne publique sur lesquelles il intervient directement ou auxquelles il a accès pour l'exécution du contrat, que ce soit dans ses propres locaux ou dans ceux de l'ARS ARA.

Le titulaire remet à la personne publique dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution **une attestation d'assurance en cours de validité** garantissant la responsabilité civile contre les accidents ou dommages de toute nature qui surviendraient de son fait ou de celui de ses sous-traitants pendant l'exécution du contrat.

Le titulaire veille à ce que les polices d'assurance en cause couvrent la durée totale du marché et souscrit des montants de garantie adaptés aux prestations objet du présent marché.

### 7.4.5 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'Acheteur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par l'Acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'Acheteur.

Le Titulaire garantit l'Acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## 8. VERIFICATION, ADMISSION, REJET DES PRESTATIONS

### 8.1 Vérification et admission des prestations

Par dérogation aux articles 30 à 34 du CCAG TIC :

Chaque candidat indiquera dans sa note méthodologique les modalités envisagées pour la livraison des correctifs ou évolutions et des informations les accompagnant.



L'acheteur dispose d'un délai de 10 jours à compter de la remise des prestations pour les contrôler. A ce terme le silence de l'ARS vaut valeur d'acceptation.

L'acheteur peut refuser la validation des prestations, si les livrables attendus ne sont pas fournis conformément aux exigences spécifiées.

En cas de réserve émise dans le délai de 5 jours (bug et / ou non-conformité aux spécifications), la mise en conformité ou la résolution des bugs est à la charge du prestataire qui dispose d'un délai de 48h à compter de la notification de la décision par l'ARS.

A la livraison de la version corrigée, la procédure de réception est à nouveau déroulée.

Le rejet des livrables-peut entraîner la résiliation du marché sur décision de l'ARS ARA. La résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnisation en faveur du Titulaire. Les acomptes, et l'avance forfaitaire éventuellement déjà versée au titulaire, sont restitués à l'ARS ARA.

## **8.2 Réfaction**

Par dérogation à l'article 30 du CCAG TIC :

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 10 jours ouvrés suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de 10 jours ouvrés pour lui notifier une nouvelle décision.

À défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

## **8.3 Rejet**

Par dérogation à l'article 30 du CCAG TIC :

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché dans un délai maximal de 10 jour ouvrés.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

## **9. PRIX DE L'ACCORD-CADRE**

Conformément aux articles 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG TIC, les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que le cas échéant, tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations,

notamment tous les frais de déplacement et de séjour, de restauration, les frais de production de documents écrits d'étude et des documents de présentation.

Les prestations, objet du présent marché, sont financées par le budget principal de l'ARS ARA. Les prix figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

## 10. REVISION DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Les prix sont fermes lors de la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Ils sont révisibles chaque année à la date anniversaire du marché, **sur demande du Titulaire, et sous réserve de soumission des propositions au plus tard un mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre**, par mail à l'adresse suivante : [ars-ara-marches@ars.sante.fr](mailto:ars-ara-marches@ars.sante.fr).

Dans cette proposition, le Titulaire affiche la formule de façon à faire apparaître l'indice précédent et le nouvel indice, la formule de révision, les nouveaux tarifs applicables.

À défaut de communication par le Titulaire du marché de la proposition de prix révisés dans le délai imparti, les prix de la période précédente continueront à s'appliquer pour la nouvelle période du marché.

Les prix sont révisés, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o (I_n/I_o)$$

Avec :

- $P_n$  = prix révisé
- $P_o$  = prix initial
- $I_n$  = dernière valeur connue de l'indice I à la date de révision contractuelle prévue ci-dessus
- $I_o$  = Valeur de l'indice **au mois de la date limite de remise des offres** ou de la date de remise de l'offre finale du Titulaire en cas de négociation (mois Mo).

I = L'indice de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est l'indice SYNTEC, consultable en cliquant sur le lien suivant : <http://www.syntec.fr/>

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter, par simple échange de lettre et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire :

- l'indice de remplacement publié, ou, si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

## 11. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT

### 11.1 Facturation

Le paiement des prestations se fait par virement administratif.

L'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, relative au développement de la facturation électronique, organise l'obligation de transmission des factures aux structures publiques par voie dématérialisée. En application de cette ordonnance, les entreprises doivent transmettre leurs factures via le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Les factures électroniques transmises par le titulaire comportent obligatoirement mentions suivantes :

- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du marché ;
- La date de livraison ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations livrées ;
- Le montant total hors taxes des prestations admises ;
- Le montant et le(s) taux de TVA applicable(s) ;
- Le montant TTC

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'Acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est Madame la Directrice générale de l'ARS ARA.

Le comptable chargé du paiement est Monsieur l'Agent comptable de l'ARS ARA.

Si la demande de paiement n'est pas conforme aux dispositions du marché ou ne comporte pas les pièces justificatives nécessaires, le délai global de paiement indiqué au présent article est suspendu par notification attestant une date certaine de réception et les raisons qui s'opposent au paiement.

Le délai global de paiement est suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

## **11.2 Délai global de paiement**

Le délai global de paiement est fixé selon les articles L. 2192-10 et L. 2192-12 à L. 2192-15 du Code de la Commande Publique. Pour la liquidation des intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est le taux en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

## **11.3 Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

## **11.4 Échéancier de paiement**

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

Les modalités de paiement seront précisées lors de la réunion de démarrage de l'accord-cadre et seront retranscrites dans le procès-verbal de la réunion, signé des deux parties.

Le paiement des prestations admises interviendra sur présentation d'une facture après service fait (terme échu).

## **12. AVANCE**

### **12.1 Principe du versement de l'avance**

Pour la part du marché conclue à prix forfaitaire, le versement d'une avance est de droit lorsque les conditions fixées à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique sont remplies.

Pour la part du marché conclu à prix unitaire, le versement d'une avance est de droit pour chaque bon de commande lorsque les conditions fixées aux articles R.2191-16 à -18 du Code de la commande publique sont remplies.

Dans le cas d'un marché reconductible, une avance est versée au titulaire pour chaque reconduction selon les conditions prévues ci-dessus.

### **12.2 Montant de l'avance**

Le taux de l'avance pour le présent marché est fixé par principe à 20%. Il est relevé à 30% si l'attributaire du marché est une PME.

### **12.3 Modalités de versement de l'avance**

L'avance forfaitaire doit être versée à son bénéficiaire pour l'année N dans un délai de 30 jours à compter de l'émission de chaque bon de commande.

### **12.4 Remboursement de l'avance**

En vertu de l'article R.2191-19 du Code précité, le remboursement de l'avance doit en tout état de cause être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché pour la partie forfaitaire du marché ou pour la partie à prix unitaire lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

## **13. SOUS-TRAITANCE**

### **13.1 Acceptation d'un sous-traitant**

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties des marchés publics : le sous-traitant doit obligatoirement avoir été accepté et ses conditions de paiement agréées pour pouvoir exécuter les prestations qui lui sont sous-traitées.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement sont possibles en cours d'exécution de l'accord-cadre selon les modalités définies aux articles L2193-4 à L2193-7 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-TIC.

En cas de sous-traitance non déclarée et dont l'Acheteur viendrait à avoir connaissance, quel que soit le rang de celle-ci, le sous-traitant concerné devra immédiatement cesser sa prestation. Le Titulaire de l'accord-cadre sera mis en demeure de régulariser la situation. Une pénalité de 1 000 € lui sera immédiatement appliquée. Le défaut de communication de l'acte spécial de sous-traitance, un mois après avoir été mis en demeure de le fournir, expose l'entrepreneur à l'application des mesures prévues à l'article 50 du CCAG-tic (résiliation du marché).

## **13.2 Modalité de paiement direct des sous-traitants**

- Selon les dispositions de l'article R2193-16 du CCP, le sous-traitant dépose sa demande de paiement sans autre formalité, au format PDF. sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>.
- Le Titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.
- L'Acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai maximum de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'Acheteur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement, ou de l'expiration du délai de 15 jours susmentionné si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.
- L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il verse au sous-traitant.

## **14. PENALITES**

### **14.1 Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC lorsque le planning établi n'est pas respecté, le titulaire est passible d'une pénalité de 100€ H.T par jour de retard.

Le titulaire, en cas d'absence non justifiée à une réunion, est également passible d'une amende de 150 € H.T. par réunion.

Toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation par l'ARS ARA du retard par rapport aux délais d'exécution (délais partiels, délai global), sans mise en demeure.

Tout jour commencé est compté en totalité.

### **14.2 Pénalités pour non-respect des prescriptions techniques (CCTP)**

Le titulaire est tenu de se conformer à l'ensemble des spécifications techniques fixées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Si l'ARS ARA constate un manquement à ces obligations, elle invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que les manquements ne sont pas imputables à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent à compter du lendemain de l'écoulement du délai laissé au titulaire pour formuler ses observations.

Le montant des pénalités est fixé à 100 € H.T. par jour, jusqu'à ce que le titulaire se conforme à ses obligations contractuelles.

### **14.3 Pénalités pour travail dissimulé**

Si les Titulaires de l'accord-cadre ne s'acquittent pas des formalités prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'Acheteur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **15. PRESTATIONS SIMILAIRES**

Suivant les dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence, susceptible d'être passé ultérieurement pour la réalisation de prestations similaires, qui seront exécutées par le Titulaire du présent accord-cadre.

Lorsqu'un tel marché est passé par l'Acheteur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

## **16. MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE**

### **16.1 Clause de réexamen**

Selon les dispositions de l'article R2194-1 précité, le marché prévoit les clauses de réexamen suivantes :

- Des prestations supplémentaires sont devenues nécessaires, à la condition qu'un changement de contractant soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services, ou installations existants, acquis dans le cadre du contrat initial ;
- L'ARS ARA se réserve la possibilité de commander des applications supplémentaires en cours de marché. En cas d'ajout d'une application, le coût de son initialisation sera déterminé par la commande au titulaire d'une prestation « Audit/expertise technique et fonctionnel pour une application » (2.5 BPU). Suite à cela le titulaire établira un devis pour l'initialisation qui devra être validé par l'ARS.
- Un nouveau Titulaire se substitue au Titulaire initial du marché ; tout changement lié au statut du Titulaire ;
- Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- La modification du montant maximum de l'accord-cadre n'entraînant pas de modification substantielle de ce dernier ;
- La prise en compte de toute situation imprévisible en raison d'une crise sanitaire, d'une crise énergétique, d'une hausse des prix des matières premières ou autre afin d'ajuster les prestations en conséquence et d'éviter toute situation de blocage. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

L'Acheteur communique par courriel au Titulaire le projet de modification qui prendra la forme d'un avenant actant les modifications, et le cas échéant, le BPU modifié en conséquence.

## **16.2 Modifications relatives au Titulaire du marché**

- En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais l'ARS ARA.
- En cas de transfert du marché à une autre entreprise, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Suite à cette cession, l'Acheteur procédera à la vérification des capacités de la société cessionnaire ou le locataire-gérant possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale.

En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (Titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (Titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, le changement de Titulaire fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

## **17. RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Un mode de règlement amiable prévu à R.2197-1 du Code de la commande publique sera d'abord recherché. Conformément à cet article, un différend ou un litige survenant entre le titulaire et l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes, pourra être porté devant le comité consultatif de règlement amiable compétent.

Les parties conviennent de saisir en premier lieu le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différents litiges relatifs marchés publics de Lyon.

Le tribunal administratif de Lyon est seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## **18. RESILIATION DU MARCHE**

L'ARS ARA peut résilier le marché en cas de faute du titulaire. Cela consiste notamment à ne pas avoir, dans le temps imparti, répondu à ses obligations contractuelles, ou à des défaillances techniques (qualité) répétées dans l'exécution des prestations.

Aussi, il peut le résilier aux torts du titulaire dans l'ensemble des cas énoncés à l'article 42 du CCAg TIC et notamment :

- Si le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives à la protection du travail ou de l'environnement ;

- Si le titulaire a méconnu ses obligations légales ou réglementaires relatives à la sous-traitance ;
- Si les renseignements produits par le titulaire à l'appui de sa candidature s'avèrent faux ou inexacts postérieurement à la signature du marché.

De plus, et par dérogation à l'article 42 du CCAG TIC, l'ARS ARA peut résilier le marché aux torts du titulaire dans les cas spécifiques suivants :

- Non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle (sauf statut dérogatoire) ;
- Non-respect des obligations précisées au cahier des charges constatées par une mise en demeure établi par l'acheteur.

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du Code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication de délai, le Titulaire défaillant dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

## 19. GESTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

Un contrat de sous-traitance des données est intégré au dossier de consultation du présent marché. Il devra être rempli et signé par les parties si des données personnelles sont traitées dans le cadre de l'exécution des prestations.

Chacune des Parties au marché s'engage au respect intégral des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la législation relative à la protection des Données à Caractère Personnel ( ci-après « DCP»), en particulier la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le règlement UE n° 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD»).

Lorsqu'elle est Responsable de traitement au sens du RGPD, chaque Partie prend toutes les mesures nécessaires notamment au respect par elle-même, par son personnel et par ses éventuels prestataires, des principes de licéité, loyauté et transparence des traitements vis-à-vis des personnes concernées, de limitation des finalités, de minimisation et d'exactitude des données, de limitation de la conservation, d'intégrité et de confidentialité des données qui doivent présider à tout traitement.

Chaque Partie informe les personnes concernées et facilite l'exercice de leurs droits ; elle met en œuvre toute mesure technique ou organisationnelle appropriée pour assurer sa conformité au RGPD.

Dans le cadre du présent marché, l'ARS ARA est Responsable de Traitement des DCP, et le Titulaire intervient en qualité de Sous-Traitant.

### 19.1 Engagement du Titulaire en qualité de Sous-Traitant

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires au respect par lui-même, par son personnel et par ses éventuels sous-traitants ultérieurs autorisés dans l'exécution du Marché, des obligations énoncées au Marché et notamment à :



1. Traiter ou consulter les Données à Caractère Personnel uniquement pour la (ou les) seule(s) finalité(s) objet du Marché ;
2. Traiter les Données à Caractère Personnel uniquement et conformément aux instructions documentées de l'ARS ARA, figurant au marché, ainsi qu'aux modifications apportées à ces instructions en cours d'exécution.
3. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation de la législation relative à la protection des Données à Caractère Personnel, il en informe dès que possible l'ARS ARA et à la condition que le Titulaire explique la teneur de la violation, il se réserve le droit de ne pas exécuter cette instruction tant que sa légalité n'est pas assurée.
4. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de Données vers un Pays Tiers ou une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union Européenne ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'ARS ARA de cette obligation juridique avant le Traitement sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
5. Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin d'assurer la sécurité des Données à Caractère Personnel, telles que décrites dans les instructions documentées et communiquées par l'ARS ARA.
6. Assurer la confidentialité des Données à Caractère Personnel traitées dans le cadre du Marché ; et à cet égard, ne pas divulguer à des tiers non préalablement autorisés, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des Données à Caractère Personnel exploitées ;
7. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les Données à Caractère Personnel en vertu du Marché s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des Données à Caractère Personnel ;
8. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et la protection des données par défaut ;
9. Ne pas, sans autorisation de l'ARS ARA, réaliser de copie ou de stockage des Données à Caractère Personnel autres que ceux autorisés au titre du Marché, ni louer ou vendre des Données à Caractère Personnel confiées par l'ARS ARA ;
10. Procéder au terme de l'accord-cadre, pour quelque cause que ce soit, à la restitution à l'ARS ARA des Données à Caractère Personnel traitées par le Titulaire. La restitution doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire et le Titulaire doit justifier par écrit de leur destruction ;
11. Mettre à la disposition de l'ARS ARA toutes les informations pour démontrer le respect des obligations prévues pour le Traitement des Données à Caractère Personnel et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'ARS ARA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ;
12. Notifier par courriel à l'ARS ARA toute violation de Données à Caractère Personnel dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance, en tenant compte de la nature des Données à Caractère Personnel traitées, auprès de l'interlocuteur identifié dans le document « Identification des DCP et leurs traitements » joint à son offre.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile permettant à l'ARS ARA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente conformément à ses obligations. La notification à l'ARS ARA contient a minima :

- la description de la nature de la violation de Données à Caractère Personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de Données à Caractère Personnel concernés,
  - le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact chez le Titulaire auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues,
  - dans la mesure des informations en sa connaissance, la description des conséquences probables de la violation de Données à Caractère Personnel,
  - dans la mesure des informations en sa connaissance, la description des mesures prises ou que le Titulaire propose de prendre pour remédier à la violation de Données à Caractère Personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
  - S'il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, le Titulaire s'engage à notifier à l'ARS ARA toute information complémentaire relative à la violation de manière échelonnée, sans autre retard indu, et à collaborer avec l'ARS ARA en vue de la résolution de la violation,
13. Aider l'ARS ARA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées sur leurs Données à Caractère Personnel : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du Traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée ;
  14. Communiquer à l'ARS ARA le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un. A défaut, il communique à l'ARS ARA le nom et les coordonnées de son Référent chargé de la protection des Données à Caractère Personnel.
  15. Tout au long du marché, le Titulaire s'engage à assister l'ARS ARA à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD compte tenu de la nature du/des traitements de données à caractère personnel effectués en exécution du Marché et dans la limite des informations à sa disposition.

## 19.2 Engagement de l'ARS ARA vis à vis du Titulaire

En tant que Responsable du traitement, l'ARS ARA s'engage à :

1. Fournir au Titulaire un descriptif du traitement de Données à Caractère Personnel pour l'exécution du Marché. Le descriptif des traitements figure en annexe 1 au présent CCAP « Identification des DCP et leurs traitements »
2. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des Données à Caractère Personnel par le Titulaire.

## 19.3 Sous-traitants du Titulaire

Le Titulaire peut faire appel à un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de Traitement de Données à Caractère Personnel spécifiques.

Dans ce cas, il informe, préalablement et par écrit, l'ARS ARA de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de tout sous-traitant ultérieur. Cette information doit indiquer clairement les activités de Traitement sous-traitées, les mesures techniques et organisationnelles prévues, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance.

Avant la sous-traitance envisagée, le Titulaire doit obtenir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de l'ARS ARA.

Lorsque la sous-traitance envisagée est accompagnée d'un transfert de données personnelles hors Union Européenne, le Titulaire s'engage également à respecter les exigences de l'article 33.3.3 ci-dessus.

Conformément aux dispositions de l'article 28.4 du RGPD, le Titulaire s'engage, en cas de recours à un ou plusieurs sous-traitants ultérieurs à :

- S'assurer que le/les sous-traitant(s) ultérieur(s) présente(nt) les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles définies au Marché.
- A faire figurer des engagements à minima équivalents à ceux énoncés au dit article dans les contrats qu'il conclut avec ses sous-traitants ultérieurs et à s'assurer du respect de ces dispositions par les dits sous-traitants ultérieurs.

En tout état de cause, si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des Données à Caractère Personnel, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'ARS ARA de l'exécution par son sous-traitant ultérieur de ses obligations.

## **19.4 Délégué à la protection des données**

Le Titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

## **19.5 Registre des activités de traitement**

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- 1 le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- 2 les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- 3 le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- 4 dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
  - ✓ La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
  - ✓ Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
  - ✓ Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
  - ✓ Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

## 20.DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du marché	Articles du CCAG TIC
Art. 6	Art. 4.1
Art. 9.1 – 9.2 – 9.3	30
Art. 15.1	14
Art. 17	42